



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Nouveau dépôt de tramway et bus - Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) de Grammont - Programme, enveloppe financière prévisionnelle, engagement et modalités de la concertation - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La gestion des mobilités d'aujourd'hui et de demain constitue un point essentiel de la stratégie pour que Montpellier Méditerranée Métropole assume sa part dans la lutte contre le changement climatique, pour l'amélioration de la qualité de son environnement et de la santé publique. Gérer les mobilités, c'est aussi agir pour le quotidien des habitants et usagers, pour une Métropole plus respirable et accessible à tous.

A ce titre, par délibération n°M2021-3 du 1^{er} février 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la stratégie mobilités à horizon 2025, qui intègre notamment la mise en service de la Ligne 5 de tramway à fin 2025, la poursuite de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France, la réalisation de quatre lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), et la mise en place de la gratuité du réseau de transports publics pour les habitants de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole ne dispose actuellement que de deux Centres d'Exploitation et de Maintenance (CEM) pour les tramways et bus de son réseau de transports urbains, actuellement exploité par TaM.

Le Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles (CEMH), et le dépôt de La Jeune Parque, situés sur le territoire de Montpellier, ont été réalisés pour accueillir 80 rames et 129 bus. Or, à ce jour, ces dépôts sont à saturation puisque le réseau compte un parc de 87 rames de tramway et 129 bus. Le parc va connaître une augmentation significative au cours des prochaines années (Ligne 5, extension Ligne 1, BHNS...).

Aussi, la Métropole a lancé une consultation de matériel roulant tramway qui s'inscrit dans le cadre de l'évolution du réseau en prenant en compte la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, le remplacement des 30 rames actuellement en service sur la ligne 1 et de l'augmentation éventuelle de l'offre de transport à la suite de la mise en place de la gratuité. Ce marché prévoit l'acquisition d'une tranche ferme de 60 rames, et une tranche optionnelle de 17 rames, soit une augmentation de 30 à 47 rames supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

En ce qui concerne les bus, le réseau est également appelé à connaître des évolutions importantes, dans le cadre de l'augmentation de l'offre de transport suite à la mise en place de la gratuité, et dans le cadre de la mise en place de lignes de BHNS.

Les sites du CEMH et de Jeune Parque, situés sur le bassin Ouest du territoire, ne sont toutefois pas en mesure d'accueillir ces nouveaux véhicules, et ne présentent pas de possibilités d'évolution qui permettraient de le faire.

La création d'un nouveau dépôt, situé sur le bassin Est du territoire, est indispensable pour équilibrer l'offre géographique de ce type d'équipement, accueillir l'augmentation du parc rames et bus liée aux projets sur le réseau à court terme, et répondre à une évolution au-delà. C'est pourquoi la Métropole envisage la construction d'un nouveau Centre d'Exploitation et de Maintenance, nommé « CEM Grammont ».

Au Sud du Domaine de Grammont, se trouve un secteur encadré par l'autoroute A709 au Sud, par l'avenue de Grammont à l'Ouest, et par l'avenue Albert-Einstein au Nord. Ce site, localisé sur le territoire de la commune de Montpellier, répond aux caractéristiques nécessaires à l'implantation d'un centre d'exploitation et de maintenance de transports publics urbains, bus et tramways :

- Une excellente desserte routière (pour la mise en ligne des bus) ;
- Une proximité avec une ligne de tramway (pour la mise en ligne des rames) ;
- Une superficie suffisante pour les besoins à court terme et une possibilité d'évolution au-delà.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole envisage de créer le nouveau dépôt sur ce secteur.

Le programme d'opération nouveau dépôt se décompose de la manière suivante :

- Un nouveau dépôt dimensionné pour 39 tramways et 40 bus ;
- Une voie de raccordement technique, en voie double, entre le nouveau dépôt et la Ligne 1 dans le

secteur d'Odysseum.

L'opération globale (construction dépôt tram-bus, voie de raccordement et opérations connexes) est aujourd'hui estimée à 100 M€ HT.

Il est proposé au Conseil de Métropole, pendant une durée de trois mois, d'engager un processus de concertation sur le fondement des dispositions de l'article L.103-2 3° du Code de l'urbanisme et celles de l'article L.121-15-1 2° du Code de l'environnement.

A la suite de l'avis favorable de la Commune de Montpellier, il est proposé de préciser les objectifs de l'opération ainsi que les modalités de concertation suivantes :

1- Objectifs poursuivis :

Les objectifs du nouveau dépôt et de sa voie de raccordement seront :

- Un nouveau dépôt dimensionné pour 39 tramways et 40 bus ;
- Une voie de raccordement technique, en voie double, entre le nouveau dépôt et la Ligne 1 dans le secteur d'Odysseum ;
- Permettre une gestion flexible et évolutive de l'exploitation et de la maintenance du réseau de transports publics entre les trois sites de CEMH, Jeune Parque, et Grammont ;
- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale sur les secteurs de Grammont et Odysseum.

Ces objectifs sont cohérents avec le Plan de Mobilité (PDM) en cours d'élaboration et la stratégie mobilités à l'horizon 2025. Ce futur dépôt contribuera à renforcer le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements.

Il est par ailleurs proposé au Conseil de Métropole de prévoir, dans le cadre de la concertation, l'examen de 3 variantes de raccordement entre le dépôt et la Ligne 1 :

1 – Par l'Avenue Pierre-Mendès-France : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, emprunte l'avenue Pierre-Mendès-France, descend à la place de Lisbonne en passant entre le site de la Région Occitanie et le site de FDI Habitat, puis par la rue Georges-Méliès, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé ;

2 – Par la rue Georges-Méliès : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par la rue Georges-Méliès et la place de Lisbonne, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé ;

3 – Par le boulevard Télémaque : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par le boulevard Télémaque, et se raccorde à la Ligne 1.

2-Modalités de la concertation :

Les modalités de concertation, qui répondent à l'objectif d'information du public et d'association du public à la définition du projet, seront les suivantes :

- Affichage de la présente délibération au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier ;
- Publication d'article(s) d'information dans les journaux d'information des collectivités concernées par l'opération ;
- Exposition publique avec ouverture d'un registre pour que le public fasse part de ses avis et de ses suggestions ;
- Dématérialisation de cette exposition publique avec ouverture d'un registre par voie électronique ;
- Organisation de réunion(s) publique(s), annoncée(s) par voie de presse ;
- Organisation de réunion(s) de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture.

La phase de concertation d'une durée de trois mois sera précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichage d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur les lieux concernés.

La concertation permettra au public d'accéder aux informations relatives au projet, aux avis émis par les personnes publiques consultées et de formuler des observations et des propositions. Le public pourra débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation permettra, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu en Conseil de Métropole. Le dossier définitif du projet sera arrêté par le Conseil de Métropole et tenu à la disposition du public.

3-Institution d'un périmètre d'études :

Pour le nouveau dépôt et les variantes de raccordement, il est proposé l'institution d'un périmètre d'études selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme.

Le périmètre d'études proposé est défini par les emprises nécessaires à la réalisation du nouveau dépôt et à une bande de 100 mètres axée sur chaque option de tracé envisagée. Après prise en considération par la commune de Montpellier, ce périmètre sera reporté, à titre d'information, sur les documents graphiques du plan local d'urbanisme de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le programme initial de l'opération ainsi que son coût prévisionnel ;
- D'approuver les objectifs de l'opération ainsi que les modalités de concertation ;
- D'approuver la proposition d'emplacement et les variantes de raccordement au réseau de tramway envisagées à ce stade et les soumettre à concertation ;
- D'approuver l'instauration d'un périmètre d'études relatif au projet défini par une bande de 100 mètres axée sur chaque option de tracé de variante envisagée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210728-160500-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.